



Michaël Delafosse, l'atypique maire socialiste de Montpellier

UN MANDAT sous le signe de Chronos. Depuis son élection à la mairie de Montpellier, puis à la tête de la métropole, il y a un an, le socialiste Michaël Delafosse, s'est imposé une course contre la montre. Contre le Covid. Contre l'insécurité. Contre les dérives communautaires. Pour la gratuité des transports. Pour une ville verte traversée de pistes cyclables. En témoignage, dans son bureau, un compteur qui dit le temps qui passe et affiche, en chiffres rouge vif, un mystérieux 1 693, soit le nombre de jours qui reste au soixante-deuxième maire de la cité pour la transformer et l'apaiser. Sur l'étagère, juste à côté de ses promesses de campagne, trône le livre de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur puis dernier premier ministre de François Hollande, *Chaque jour compte*. Le ton est donné. Comme un rappel permanent des engagements. Tellement de décisions à prendre, d'administrations à bousculer, de projets à mener tambour battant et de codes à casser. Le maire pressé est du genre gendre idéal pragmatique ascendance atypique. « *Je suis exigeant* », prévient-il tout sourire en confessant quelques colères retentissantes contre l'inertie administrative dans les couloirs de l'hôtel de ville pour montrer qu'il y a « *un patron* ». De quoi rappeler aux employés les plus anciens qu'il a fait son entrée en politique dans le sillage de Georges Frêche, son tonitruant prédécesseur.

À pied, à vélo le plus souvent, le professeur d'histoire-géo - il a gardé quelques heures d'enseignement en collège - parcourt sa ville « *à portée d'engueulades* ». Et passe du temps à écouter les doléances d'une population lasse de la délinquance croissante, inquiète des incivilités quotidiennes. « *Ce n'est pas celui qui transgresse qui fait la loi. Il y a des règles, on les respecte.* » plaide-t-il sans relâche. Les dossiers sont explosifs. Les défis à relever immenses. Excédé, le maire raconte les trafics de drogue, les rodéos urbains à bord de quads pétaradant jusqu'au bout de la nuit, les règlements de compte mafieux toujours plus violents. « *Nous avons trouvé une situation dégradée. Le lende-*

main de mon élection, le préfet m'a appelé pour me décrire l'urgence. Montpellier était devenue la 13^e ville la moins sûre d'Europe. Mon prédécesseur pensait que le sujet ne relevait pas de ses compétences mais de celles de l'État. C'est faux. La sécurité est un sujet local. Le maire doit chaque jour réaffirmer l'autorité républicaine, l'incarner. Il est responsable du maintien de l'ordre. Il est là pour protéger sa population. Le discours de l'autruche, c'est fini. » Le propos est implacable. Presque martial. Sur place, pas un élu de droite pour le remettre en cause. Et pour brouiller un peu plus les cartes, l'élu, un peu déroutant, a recruté l'ex-directeur général des services de Gérard Collomb à la métropole de Lyon, Olivier Nys. Mission? Simplifier le millefeuille administratif ville-métropole. De quoi bousculer le management en place mais surtout soulever critiques, colère ou grève dans les mois à venir.

Dès le lendemain de son élection, le quadra avait donné le « la » en écrivant à Gérald Darmanin pour obtenir de nouveaux effectifs de police puis était « monté », comme on dit ici, voir le ministre de l'Intérieur, accompagné d'une bardée d'élus de tous bords politiques. Message reçu cinq sur cinq. Darmanin puis le président de la République viendront sur place annoncer quelques mois plus tard l'arrivée de renforts. « *Les premières victimes de l'insécurité, ce sont toujours les plus faibles. La sécurité, c'est 50 % de mon temps* », scande-t-il conscient que sa fermeté est en rupture avec une bonne partie de sa famille politique. Pour l'instant, ses détracteurs reconnaissent l'audace de la création d'un commissariat mobile en plein centre-ville, du travail coordonné de la police municipale avec la police nationale. Pour l'efficacité, il faudra attendre et s'inscrire dans la durée. « *Nous allons per-sévérer. Il faut oser, il faut essayer*, poursuit l'ancien rocardien. *Je suis du côté du risque.* » Comme avec l'instauration d'une charte de la laïcité qu'il fut le premier à imposer aux associations dès septembre 2020. Puisqu'elles bénéficient de subventions, celles-ci doivent s'engager au respect de l'égalité hommes-femmes et à la liberté de conscience. Sur 800 structures, seules six n'auraient pas signé, avance l'élu qui fut bouleversé par l'assassinat de Samuel Paty. « *La loi divine ne fera pas la loi dans ma ville. Il ne faut rien lâcher. Le fanatisme met en péril la concorde de notre démocratie.* » La polémique, pour le coup, a enflammé la ville. Mais l'enseignant devenu premier magistrat n'a pas cillé. Il affirme que « *nombre de musulmans lui ont demandé de tenir bon* ».

“ ***La loi divine ne fera pas la loi dans ma ville. Il ne faut rien lâcher*** ” Michaël Delafosse



Michaël Delafosse dans les rues de Montpellier, le 4 juillet 2020. Photo : J.-M. MART/PHOTOPQR/ LE MIDI LIBRE/MAXPPP

Coopté dans la foulée par François Baroin pour travailler au sein de l'Association des maires de France, il anime avec Gilles Platret, maire LR de Chalon-sur-Saône, le groupe de travail sur la laïcité. « *Michaël n'a pas de tabou sur ce sujet inflammable, confie ce dernier. C'est un véritable républicain aux yeux grands ouverts. Il est courageux et a une grande liberté de pensée.* »

La sécurité, la lutte contre le communautarisme, ces thèmes, longtemps des marqueurs de droite et désormais source de profondes divisions à gauche, le taraudent. Au point que certains verraient volontiers en lui un futur ministre de l'Intérieur, une main de fer dans un gant de velours... Il s'en défend. « *Je suis Montpelliérain, j'ai été élu pour défendre ce territoire. J'y serai fidèle.* » « *Michaël n'est pas fasciné par les lumières de la capitale. Il a une vision pour sa ville. Il s'y consacre* », surenchérit la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga.

N'empêche, au sein même du PS, l'élu est inclassable. Il appuie certes la candidature d'Anne Hidalgo à la présidence de la République mais ne cache pas son vif agacement à l'égard de l'actuelle direction du PS qui elle aussi... soutient la maire de Paris. Il faut dire que, durant la campagne des municipales, les socialistes parisiens l'avaient affublé d'un humiliant « Monsieur 7 % » - le score que lui réservaient alors les sondages. Et, condescendants, le poussaient à une fusion avec le chef d'entreprise Mohed Altrad. Refus catégorique puis victoire assumée sans avoir conclu d'alliance avec La France insoumise.

Les Verts non plus n'ont guère grâce à ses yeux. Si l'édile accepte de travailler avec eux à Montpellier sur « *une écologie de croissance* », il n'affiche aucune sympathie pour les coups d'éclat radicaux de ses homologues EELV de Lyon, Bordeaux ou Strasbourg.

Carole Delga, qui travaille avec lui quotidiennement, lui voue « *admiration et amitié* » et estime qu'il fait partie « *de la nouvelle force d'attractivité du PS* ». « *Avec Michaël*

mais aussi les élus quadras de Nancy, Nantes ou Rennes, nous représentons aujourd'hui la gauche réelle, volontariste qui a des valeurs mais qui veut aussi s'attaquer au déclin de la France. Nous avons une passion commune pour la souveraineté de notre pays », observe-t-elle.

« Beaucoup à gauche ont perdu leur boussole républicaine. Pas Delafosse, analyse un membre d'un cabinet ministériel qui sait qu'Emmanuel Macron suit de près le parcours de ce politique né la même année que lui. Dommage qu'il veuille rester au PS, c'est avec des élus de sa trempe qu'on aurait dû construire l'aile gauche de LREM », poursuit-il.

Le maire qui rêve que la classe politique en finisse avec l'outrance et la conflictualité se sait courtisé. Il reconnaît *« l'esprit brillant d'Emmanuel Macron »*, déteste *« les vaccinologues de comptoir »* et se flatte d'avoir appliqué à la lettre les consignes sanitaires gouvernementales. Il affirme surtout avec force que *« Jean Castex sera perçu un jour comme l'un des meilleurs premiers ministres de la V^e République tant il est à l'écoute des préoccupations des élus locaux »*. Atypique, on vous dit... | ■

par Christine Ducros @CHRISTINEDUCROS

Parution : Quotidienne

Audience : 338 978 ex. (Diff. payée Fr.) - © ACPM
PV 2020-2021



Tous droits réservés 2021 Le Figaro

4c30340fmb40ba01b05b01d13a05014439e24c7765290
8dcfe25193